

Source : Observatoire en économie sociale et en développement régional

<http://www.uqo.ca/observer/>

**Organisation communautaire et intervention de
quartier en Outaouais : l'expérience du quartier**

Jean Dallaire de Hull¹

par Louis Favreau et Lucie Fréchette

Louis Favreau, docteur en sociologie et diplômé en travail social est professeur au Département de travail social et de sciences sociales de l'UQO. Il est titulaire de la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités. Lucie Fréchette, docteure en psychologie et diplômée en travail social est professeur au Département de travail social et de sciences sociales de l'UQO. Elle est coordonnatrice du Centre d'étude et de recherche en intervention sociale.

Décembre 2002

Cahier du Cérès : série Recherche, no.22

ISBN : 2-89251-139-9

Université du Québec en Outaouais

Cahier produit dans le cadre de la recherche *Renouvellement des pratiques de prévention et d'insertion dans la perspective du développement des communautés locales* soutenue financièrement par le ministère du Développement des ressources humaines du Canada.

¹ La ville de Hull fait partie de la grande ville de Gatineau depuis le mouvement de fusion municipale de 2001.

L'expérience d'organisation communautaire dont nous allons ici traiter reconstitue la trajectoire de 10 ans d'efforts d'organisation de la population d'un secteur enclavé de l'Île de Hull. Celle-ci est devenue une communauté active en construisant un ensemble de dispositifs tant sur le plan sociopolitique, un Comité des résidents et de résidentes du quartier, que sur le plan socioéconomique, avec plusieurs activités sectorielles oeuvrant à transformer des problèmes sociaux vécus dans cet espace de «vivre ensemble» en projets collectifs. Cette communauté n'entendait plus subir la situation (fatalisme, inertie, dépendance...) mais bien relancer un cycle positif de changement social après avoir été longtemps sur la pente d'un déclin qui apparaissait irréversible. Itinéraire d'une intervention déclenchée par une équipe de CLSC.

1. ITINÉRAIRE D'UNE INTERVENTION DE QUARTIER PENDANT 10 ANS

1.1 Le quartier Jean Dallaire comme milieu de vie

Fin des années 1980, lorsque le premier travail d'intervention du CLSC commence dans un secteur de l'Île de Hull, qui n'a même pas de nom à cette époque, 800 habitants y résident². Situé au centre sud de la ville de Hull, ce secteur est structuré principalement autour de trois projets domiciliaires, destinés à des gens à revenu modique. Sa population compte un nombre plus élevé de femmes (59%) que d'hommes (41%), une population de locataires (88%) vivant dans 125 unités de logement majoritairement de gestion publique (municipale), de familles à parent unique (42% par rapport à 20% dans l'ensemble de l'Île de Hull), de personnes âgées (20% contre 11% dans l'Île de Hull), 55% de la population n'ayant pas terminé son Secondaire V, 64% disposant d'un revenu inférieur à \$20 000 (contre 27% dans l'Île de Hull). Globalement 45% des familles sont situées dans le groupe des familles à «faible revenu» (20% dans Hull) avec un taux d'inoccupation en 1991 de 62% (par rapport à 37% pour l'ensemble de la ville).

²Données tirées du rapport du CRÉEOM (Favreau, 1995) sur la base de l'enquête de Statistique Canada de 1991.

L'enquête à laquelle nous faisons ici référence indique également que, par-delà les indicateurs traditionnels de la pauvreté (socioéconomiques et quantitatifs), indicateurs qui nous révèlent ici une grande pauvreté, au plan social, cette population vit plus que d'autres l'insécurité et la stigmatisation. Ces deux caractéristiques issues d'une série d'entretiens individuels ou de groupes ont montré :

1) que l'insécurité se manifeste dans ce cas précis par le passé d'expropriations d'un certain nombre des familles vivant dans ce secteur (Poirier, 1986) et par les aléas du logement social de gestion publique où s'expriment certaines formes de contrôle de la part de l'Office municipal d'habitation (OMH) de même qu'une vie quotidienne limitée par la peur de sortir le soir, les conflits entre locataires du même bâtiment générés par la promiscuité, etc.

2) que la stigmatisation se manifeste par des formes d'isolement et de honte issus de l'image globale que leur renvoie la société : «Ah! Vous demeurez sur la rue Front!», «Évidemment, quand on est sur le B.S.!», «Vous vivez dans un HLM, vous payez peu...».

La situation de ce secteur enclavé de l'Île de Hull est celle d'une grande pauvreté où l'on rencontre un processus cumulatif de problèmes et une faible intégration sociale, notamment au plan du travail et du logement, deux vecteurs de l'intégration sociale d'une population. L'économie locale (le petit commerce) défailante, quasi inexistante, laisse place à une économie informelle où se côtoient le meilleur (l'entraide pour la garde des enfants, par exemple) et le pire (la prostitution, la consommation de drogues diverses chez les jeunes, etc.). Le degré de développement des infrastructures assurant les services de base est également déficient : accès difficile au transport public, centre d'achat et marché d'alimentation éloignés du cœur du secteur, ni de garderies à proximité, ni de pharmacie à proximité, pas de quincaillerie ou de boulangerie dans les environs immédiats, etc. Finalement, le tissu social est déchiré entraînant un faible sentiment d'appartenance au quartier et une absence de fierté ce qui se traduit par de la petite délinquance, du vandalisme, de la négligence dans l'entretien de l'habitat...

1.2. Émergence et développement d'une équipe d'intervention de quartier au sein du CLSC de Hull (1987-1994)

En 1987, un professeur de l'Université Laval, spécialisé en psychologie communautaire³, est invité à faire une formation à l'intention des intervenants du CLSC de Hull sur l'«approche communautaire», approche qui se voulait, en CLSC, distincte de l'approche psychosociale traditionnelle et de l'organisation communautaire identifiée alors principalement à l'action sociale de défense de droits de groupes et de personnes en difficulté ⁴.

Cette formation au caractère provocant dérange et aura un effet insoupçonné. L'équipe Enfance-famille se sent interpellée, réagit fortement, s'interroge sur son mode d'intervention psychosociale à l'ancienne qui donne, somme toute, de faibles résultats : «tout le monde travaille à sortir le monde de la noyade mais personne ne s'interroge sur le fait qu'ils ont, à un moment donné, plongé dans la rivière» avance une des membres de l'équipe pour résumer la situation. Une des organisatrices communautaires du CLSC qui avait participé à cette formation saisit la balle au bond et propose une collaboration à l'équipe Enfance-Famille. À l'examen du travail accompli dans l'Île de Hull, on réalise alors qu'infirmières, travailleuses sociales, auxiliaires familiales et autres intervenantes ne font que des interventions individuelles et en grand nombre dans ce secteur aujourd'hui identifié au quartier Jean Dallaire.

Comme dans la majorité des CLSC, à Hull, l'intervention est sectorielle selon les cycles de vie (enfance/famille; adultes; personnes âgées) plutôt que territorialisée et donc sur la base d'un milieu de vie. La Protection de la jeunesse, les policiers municipaux et l'Office municipal

³ La psychologie communautaire nord-américaine questionnait l'efficacité des interventions classiques auprès des personnes ayant des difficultés graves de santé mentale et souhaitait que la psychologie étende son action aux problèmes sociaux et aux conditions de vie des gens. Elle invoquait la nécessité de scruter et d'agir non seulement sur les problèmes et ressorts psychologiques personnels mais aussi sur l'environnement social de ces personnes. Voir Dufort (2001)

⁴ Sur la distinction entre l'intervention psychosociale traditionnelle, l'approche communautaire et l'organisation communautaire, voir Favreau et Hurtubise (1993) pages 120 et 121.

d'habitation (OMH) y évoluent également en rangs dispersés. En fait le rapport du service public à la population de ce secteur est presque totalement individualisé sans qu'existe aucun dispositif de médiation entre le quartier comme communauté et les différents organismes du service public local. Le quartier n'est alors pas investi par le CLSC «À cette époque, ce sont 125 unités de logements de l'OMH, un quartier sans parc ou terrain de jeux, des chiens errants, des maisons barricadées, beaucoup de déménagements, des bris et des vols régulièrement. Les intervenantes n'y allaient d'ailleurs jamais seules».

Le hasard parfois fait bien les choses. Au moment où l'équipe s'interrogeait sur son intervention, une mère de famille du secteur téléphone au CLSC pour demander de l'aide dans l'organisation d'un carnaval d'enfants. L'appel agit comme déclencheur. On donne donc un coup de main à l'organisation d'un carnaval pour enfants.

On s'aperçoit ensuite que l'intervention d'une équipe multidisciplinaire dans un quartier n'est pas simple. Elle exige des changements de rôle et une redéfinition d'objectifs. Doit-on faire ensemble une intervention auprès des personnes d'un quartier en le considérant comme un point de service ou concevoir une intervention priorisant le développement de la vie de quartier avec les personnes du quartier? Cette dernière tendance l'emporte. L'important, commence-t-on à dire, c'est de développer un sentiment d'appartenance qui rendra possible à nouveau l'entraide, la fierté. En 1992, près de 5 ans après le démarrage de l'intervention de quartier, l'équipe issue du secteur Enfance-Famille obtiendra un nouveau statut, celui d'une équipe travaillant ensemble dans la communauté: «Au début c'était l'affaire de Liliane, l'organisatrice communautaire, ensuite l'affaire d'une équipe du CLSC mais pas l'affaire du CLSC».

L'organisation d'une campagne d'embellissement du quartier, en 1989, constitue le coup d'envoi réel de l'intervention de quartier dans Jean Dallaire. Cette campagne mettant à contribution l'OMH et des commerçants de l'Île de Hull (Canadian Tire...) donnera lieu à l'apparition de

boîtes de fleurs, à la rénovation des clôtures séparant les unités de logements, à la création de petits jardins. L'obtention en 1992 d'une maison qui allait devenir la Maison de l'Amitié constitue un autre événement charnière et permet un saut qualitatif. De nouvelles tâches collectives se dessinent. À partir du «pôle de développement» qu'est devenue la Maison de l'Amitié seront stimulées et entreprises des activités communautaires. Les résultats se font sentir dès 1995, année où le Comité des résidents et des résidentes, animateur de la Maison de l'Amitié, se voit décerner par la ville le prix du Mérite de la Pomme d'or soulignant son implication communautaire, sa contribution à l'amélioration de la qualité de vie d'un quartier et la «création et la gestion de la Maison de l'Amitié, maison de quartier devenue le lieu de nombreuses activités communautaires d'entraide»⁵. Une reconnaissance qui est tributaire de sept ans d'intervention dans un quartier.

1.3 Chronologie de l'intervention de l'équipe du CLSC dans Jean Dallaire ⁶

1987

Soutien à l'organisation d'un carnaval pour les enfants du quartier et d'une pièce de théâtre sur les relations parents-enfants pendant la semaine de la famille. Organisation d'un café-rencontre informel.

1988

Récupération d'un logement de l'OMH comme lieu de rencontre. Accompagnement d'enfants (3 à 5 ans) dans les clubs de vacances. Programme Les bouts-de-choux. Création d'un comité de locataires.

1989

Café thématique avec l'Association de défense des droits sociaux (ADDS). Halte-garderie. Ateliers sur le budget par l'Association coopérative d'économie familiale (ACEF). Projet d'embellissement du quartier (clôtures, fleurs, jardins).

1990

Dissolution du comité de locataires. Réflexion pour faire le point au CLSC.

1991

Mise sur pied de la première cuisine collective. Recherche d'une personne ressource pouvant vivre dans le quartier.

⁵ Prix accordé par la municipalité dans le cadre du programme *Villes et villages en santé*, programme de l'Organisation mondiale de la santé (OMS)

⁶ Chronologie reconstituée à partir des travaux de Mario Dion, *Jean Dallaire: une expérience de démocratisation*, (cours en prévention sociale 1997) et d'exposés de Liliane Bertrand, organisatrice communautaire instigatrice du projet (cours *Théorie et pratiques en organisation communautaire*, travail social, en 1996-1997-1998). Pour une chronologie et une étude de l'intervention de quartier dans Jean Dallaire comme opération portée par le mouvement communautaire, on consultera le mémoire de maîtrise en travail social de Mario Dion (2002) UQO, Gatineau.

1992

Implantation d'une communauté religieuse dans le quartier (deux religieuses). Logement temporaire de l'OMH comme lieu de rencontre communautaire. Projet de rénovation du 58 rue Front qui deviendra la Maison de l'Amitié. Clubs de devoirs avec deux écoles primaires du secteur. Projet avec le Centre d'éducation des adultes Mgr Beaudoin.

1993

Démarrage d'une seconde cuisine collective. Collaboration avec le Centre d'intervention et de prévention en toxicomanie (CIPTO) pour intervenir auprès des jeunes de 8 à 12 ans. Fête de quartier. Mise sur pied d'un Café rencontre. Ouverture de la Maison de quartier. Création du Comité des résidents et résidentes du quartier Jean Dallaire.

1994

Naissance d'une troisième cuisine et du service de garde pour les membres des cuisines.

1996

Le CLSC songe à se retirer du quartier mais y anime encore ponctuellement plusieurs activités.

1997

Démarrage de l'Inter-quartiers : Jean Dallaire, Daniel Johnson, Fournier.

1998

À partir de cette date, le CLSC n'assure plus de présence active dans le quartier sinon lors de rares activités ponctuelles. L'organisatrice communautaire garde un lien avec la Maison de l'amitié mais il n'est plus question d'équipe de quartier au CLSC en ce qui concerne ce quartier.

En 1995, les assises de l'organisation communautaire dans ce quartier sont en place grâce à un Comité de résidents qui a pignon sur rue et une maison de quartier qui offre un espace collectif aux résidents pour l'organisation de multiples activités communautaires. La situation d'autres quartiers dans Hull demeure cependant au point mort. L'équipe du CLSC songe donc à se retirer progressivement de ce quartier pour travailler dans la même direction mais ailleurs dans Hull. Ce sera le cas dans le secteur Daniel-Johnson. Une autre maison de quartier s'ouvrira au 8, rue Le Breton. Un autre Comité de résidents et résidentes entreprendra des activités communautaires soutenues par l'équipe du CLSC, des intervenants de la pastorale sociale du diocèse, de la municipalité et des commerçants locaux (France Pilon, *Le Droit*, 3 février, 1999).

1.4 Des obstacles majeurs rencontrés en cours de route.

Il serait idéaliste de croire que la seule volonté de quelques professionnelles bien intentionnées de renouveler leur intervention fournit les attributs suffisants pour persuader leur entourage du

bien fondé de leur projet. Un certain nombre d'obstacles à l'interne ont fait leur apparition dès le début du projet.

La culture institutionnelle d'intervention en CLSC est, de façon principale, riviée aux étapes de vie : enfance/famille, ou personnes âgées, ou monde des adultes. La culture institutionnelle principale d'un CLSC n'amène pas spontanément à travailler en quartier, à travailler de façon territorialisée. Le premier obstacle qui s'est présenté a été la résistance ou le doute de certains collègues, de cadres et de la direction générale. À l'interne, la réaction spontanée face à une intervention aussi radicalement nouvelle (multidisciplinaire, territorialisée et hors des bureaux de l'institution, développement de la multiactivité, et plus communautaire) a généralement été dans un premier temps plutôt défensive. Il valait mieux la penser sous forme d'une expérience pilote pour éviter qu'elle apparaisse menaçante. Si l'expérience réussie, cela rassure, si elle échoue, l'échec est limité.

Cependant, il y avait une urgence ressentie du côté de la direction du CLSC : l'intervention individuelle était, du point de vue de la gestion, jugée très coûteuse d'une part et surtout la liste d'attente à l'accueil devenait problématique. Une question prenait alors forme au sein des équipes d'intervenants. Les interventions du CLSC ne favorisent-elles pas une dépendance entretenue des usagers à l'égard du service public et un statut de fait de consommateurs de services au détriment de leur citoyenneté et de la capacité de la communauté à devenir une conceptrice de services nouveaux? «Le CLSC est une institution qui se transforme, il y a des failles. Il faut les prendre pour y insérer nos croyances» dira une des promotrices du projet d'intervention dans ce quartier. Le projet, tout expérimental qu'il soit, a eu une résonance somme toute assez positive chez plusieurs.

Les interventions sociales fonctionnaient généralement à l'urgence, non à la prévention. Elles adoptent une logique de ciblage, fort éloignée d'une logique transversale. Ainsi, l'on veut une

intervention auprès des familles monoparentales, auprès des jeunes décrocheurs, plutôt qu'une intervention s'attaquant à plusieurs problèmes à la fois dans le cadre d'objectifs d'ensemble pour favoriser le développement d'une communauté. Bref, la compartimentation de l'intervention par services spécialisés est omniprésente dans l'organisation du travail, dans la répartition des budgets, dans les tâches confiées aux intervenants. Un travail de changement institutionnel au CLSC a dû s'opérer progressivement pour accréditer cette démarche d'intervention nouvelle, pour obtenir les moyens de la mettre en oeuvre, pour justifier l'existence d'une équipe et justifier un travail à plusieurs dans la durée.

Mais l'autre défi à relever, peut-être le plus crucial, a été celui de travailler dans un quartier de grande pauvreté: Que connaissons-nous de ces gens? Quel est leur mode de vie? Quelles sont leurs valeurs? Sont-ils mobilisables? Quelles peuvent être leurs motivations au changement? Sur quel potentiel miser? Les sept années d'intervention permettront d'y voir plus clair à partir des activités entreprises, de l'organisation mise sur pied, de l'exploration «anthropologique» de la culture populaire du secteur, de la réflexion sur le rôle des quartiers urbains et des communautés dans une société et de l'approche globale qui sous-tend une véritable intervention de quartier.

1.5 L'organisation communautaire dans le quartier Jean Dallaire

L'intervention dans le quartier a donc pris la forme d'une intervention communautaire territorialisée. Celle-ci s'est articulée autour de la Maison de quartier et du comité de résidents pour ensuite s'insérer par une instance Inter-quartiers.

Une Maison communautaire de quartier soutenue par le CLSC et le diocèse

Un lieu de rencontre dans le quartier est ouvert grâce à l'obtention, en 1992, d'un logement demandé depuis plusieurs années à la municipalité et finalement obtenu par l'intermédiaire de l'Office municipal d'habitation (OMH). Les interventions qui s'y organisent sont d'abord dirigées vers les enfants. Le CLSC y est fort présent puis d'autres collaborations sont ponctuellement suscitées. Le Centre de réadaptation des jeunes de l'Outaouais, les services de la police communautaire de Hull, l'Association de défense des droits des assistés sociaux, une communauté religieuse, l'ACEF, le CIPTO sont de celles-là.

Pour bien en comprendre la dynamique du quartier et créer un lien de confiance avec ses résidents, l'équipe du CLSC a participé à une campagne d'embellissement de quartier, puis a entrepris avec les gens du quartier des activités plus structurées visant l'amélioration des conditions de vie du quartier. Les activités centrées d'abord sur les enfants s'adresseront bientôt aux familles. Pour les enfants, le CLSC démarrera un programme d'activités de développement des enfants, le programme «les Bouts de choux», puis aidera à la création d'une halte-garderie, soutiendra l'animation des activités sportives et de l'intervention de rue pour les adolescents, ciblera la communication adolescents-parents et la prévention de la toxicomanie en organisant des soirées sur le sujet. Pour les adultes, seront organisées des rencontres thématiques autour d'un café, des soirées-conférences, des cours en alphabétisation avec le Centre local d'éducation des adultes, des cuisines collectives. En 1992, on initie des clubs de devoirs et une animation de l'éducation aux adultes, le tout avec la collaboration des écoles, des paroisses et d'un dépanneur. Dans tout ce travail se profile une préoccupation qui deviendra une orientation centrale à savoir qu'il ne s'agit pas simplement de doter le quartier de services mais de réactiver la solidarité par le renforcement du pouvoir d'agir de ses habitants («empowerment») en démontrant par l'expérience qu'il est possible de s'en sortir.

Activités progressivement mises en place à la Maison de l'Amitié/

Comité des résidents Jean Dallaire (de 1993 à 2002)

Déjeuners d'enfants ensuite déjeuners communautaires	Clubs de devoir	Cuisines collectives	Coopérative d'habitation La Relance	Cours d'alphabétisation	Cafés rencontres
Activités pour préscolaires Bouts d'choux	Ligue sacs de sable	Répit parental	Loisirs (patin, pêche, initiation ski, gymnase)	Journal de quartier	Accueil des nouveaux immigrants
Narcotiques anonymes	Halte-garderie	Journée nationale de l'enfance	Nutri-boîtes	Transport scolaire	

Naissance d'un Comité de résidents et résidentes

La naissance du Comité des résidents et résidentes de Jean Dallaire en 1993 est une étape incontournable du travail en quartier, étape qui n'est pas sans lien avec la présence d'une maison de quartier. La maison de quartier inaugurée en 1993 viendra en effet renforcer l'appartenance au quartier et fournir un foyer permanent pour activer l'entraide, créer des liens et organiser les leaders du milieu. Cette maison deviendra en quelque sorte **un pôle de développement**, sorte d'unité motrice fournissant l'impulsion nécessaire au développement d'activités communautaires. Des gens de toutes catégories s'y retrouvent depuis les enfants jusqu'aux personnes âgées. C'est là que se mettra progressivement sur pied un comité animateur de l'ensemble des activités du quartier, lequel deviendra le Comité des résidents et résidentes, interlocuteur désormais reconnu du CLSC comme des autres services publics de la ville de Hull actifs dans ce quartier.

De fait, il fallait bien disposer d'un interlocuteur et d'un animateur politique pour ce pôle de développement. Si le CLSC l'avait dirigé, il allait rapidement se transformer en point de service. Si la paroisse l'avait animé, il serait devenu une appendice laïque d'une paroisse et se serait confessionnalisé. D'où l'importance du choix de créer une instance démocratique locale misant

principalement sur la participation des résidents. Le Comité des résidents et résidentes de Jean Dallaire élit ses leaders à la direction de l'organisation, des gens du quartier qui se constituent en conseil d'administration et se dote d'une assemblée générale. OSBL, le comité se donne des statuts et des règles de fonctionnement et s'accorde la possibilité de créer les comités de travail nécessaires en fonction des priorités annuelles discutées, décidées et mises en oeuvre par les membres.

L'Inter-quartiers

Le Comité cherche à ce que le quartier ne fasse pas que se doter de services mais que se développe dans le quartier une dynamique faisant de la citoyenneté un fondement premier de leur action. En 1997, dix ans après le décollage de l'intervention du CLSC dans ce quartier, le Comité des résidents et résidentes de Jean Dallaire s'inscrit également dans une démarche Inter-quartiers qui met en réseau des représentants de quartiers en difficulté sur le territoire de la ville de Hull (Jean Dallaire, Muchmore, Fournier, Daniel Johnson). Objectif visé par l'intervention de quartier : donner au mouvement social local les dispositifs et moyens nécessaires au développement de leur communauté respective.

L'Inter-quartiers est un comité issu de la mobilisation de parents de quartiers où le transport scolaire risquait d'être réduit en raison de "coupures budgétaires". C'est à l'automne 1997 que des gens des quartiers Mutchmore, Jean Dallaire et Daniel Johnson se sont solidarisés pour réagir et adresser des demandes à la Commission scolaire. Le CLSC et la pastorale sociale du diocèse se sont mis de la partie avec eux. Au départ, l'Inter-quartiers veut accroître la conscientisation quant aux conditions de vie dans ces quartiers et créer une solidarité entre les quartiers. On veut aussi en faire un espace de partage d'expériences et d'outils de travail. Avec le temps, le comité Inter-quartiers a regroupé comme membres actifs des paroisses, des maisons de quartiers et des organisations communautaires non seulement du territoire de Hull mais aussi de Aylmer. On considère comme membres associés les CLSC de Hull et Grande-Rivière à Aylmer, le CLD de

Hull et le diocèse de Gatineau-Hull. Inspiré du mouvement de conscientisation, le comité devient un espace où sont discutés des problèmes sociaux affectant les population et des façon de se solidariser pour les affronter.

1.6 Le point de vue des intervenants ayant œuvré dans le quartier sur les facteur de réussite de l'expérience

Aux yeux des intervenants du CLSC, les résultats après sept ans d'intervention (1987-1994) sont frappants même si aucune étude évaluative n'avait encore été faite à ce moment :

« Le monde scolaire et le milieu policier estiment que ce quartier ne présente plus de problèmes particuliers. L'OMH ne reçoit plus de demandes systématiques de relocalisation des locataires du quartier...Les interventions en aide à domicile se font plus rares...» (Godbout, 1995, Le Relais).

«Moins d'interventions institutionnelles (moins d'interventions policières et d'interventions des pompiers, moins d'intervention du CLSC en aide individuelle et aide à domicile...), des leaders, pas des «dealers». De plus l'entraide est désormais présente de façon organisée, les gens sont fiers de vivre dans ce quartier, les enfants du quartier sont inscrits dans un processus positif de socialisation et de formation., on assiste à des retour d'adultes à l'école, à des recherches de travail pour d'autres...» (Liliane Bertrand, exposé en classe, travail social, *Théorie et pratiques en organisation communautaire*, automne 1997, UQAH).

Les retombées d'un travail qui aura duré près d'une décennie ne sont pas minces. Elles ne sont pas toutes quantifiables, ni visibles. On peut toutefois les résumer de la façon suivante :

1) il se fait moins d'interventions du service public dans le quartier, que ce soit celle des policiers et des pompiers, des auxiliaires familiales ou des travailleurs sociaux. Tout simplement parce que le quartier ne dépend plus totalement de l'extérieur, qu'il dispose de ses propres moyens, et lorsque ce n'est pas le cas, est capable de le faire valoir.

2) la vie est plus saine : les résidents-es sont davantage capables de négocier entre eux leur vie commune -ce qui constitue leur espace propre et ce qui constitue leur vivre ensemble- et de négocier avec les autorités locales quelles qu'elles soient.

3) Le quartier dispose désormais d'un pôle de développement propre : une maison de quartier, sorte de centre communautaire animé par le Comité des résidents-es, une équipe de religieuses vivant dans le quartier et dédiée au quartier, des services dont le quartier s'est doté (halte-garderie, cuisines collectives, clubs de devoirs, etc.).

4) Des leaders locaux susceptibles de maintenir et de développer de façon durable l'organisation du quartier et travailler à la reproductibilité (transférabilité) de l'expérience ailleurs.

5) La confiance, la dignité, la fierté a regagné du terrain : désormais une partie de la population croit qu'il est possible de changer les choses.

Bref une **capacité de transformer des problèmes en projets collectifs**, voilà l'apport majeur, voilà le saut qualitatif qui a été franchi et qui constitue la clé principale du passage d'un cycle négatif à un cycle positif de changement social dans cette communauté (voir l'annexe à propos des cycles de changement social).

Le changement dans un quartier provient en partie de la capacité de la population à se mobiliser et de ses ressorts propres. Il provient également d'une intervention pertinente. Quels ont été, selon l'équipe d'intervenants, les ingrédients de cette réussite?

1) Une équipe du CLSC a accepté de prendre des risques tout en assurant ses arrières, c'est-à-dire en informant et en impliquant de façon conséquente la partie de l'équipe de gestion du CLSC concernée directement par le projet.

2) L'équipe d'intervention n'a pas cherché, à tout prix, des mandats précis, bien ficelés. Elle a plutôt cherché à obtenir l'assentiment de la direction générale sur l'intervention entreprise dans le quartier en le présentant comme une expérience-pilote, avec sa part d'incertitudes et d'imprévisibilité mais aussi d'innovation.

3) L'équipe a travaillé à gagner dans le quartier desservi une crédibilité par des activités informelles (rencontres, fêtes...) et des projets concrets⁷. Par exemple miser sur un travail avec les enfants («la prune de nos yeux») est fondamental pour établir le lien de confiance.

4) L'équipe a su utiliser l'environnement favorable : souvent, par exemple, les municipalités feignent d'ignorer ou dissimulent la pauvreté de certains de leurs quartiers. Parfois, elles offrent un prix du mérite associatif. Ce qui fut le cas ici.

5) La logique des gouvernements centraux est tendanciellement une logique de ciblage mais il arrive que, dans tel ministère ou tel secteur du service public local et régional, des fonctionnaires sont prêts à tenter autre chose ou à faire confiance, ou à jeter du lest sur les normes rigides des programmes qu'ils gèrent, etc. La relation de l'équipe du CLSC et du Comité des résidents avec l'OMH a été positive.

6) Tout cela ne donnerait que peu de choses si la complicité avec des leaders locaux n'avait pas existé. Sans celle-ci, tout effort est rapidement anéanti à plus ou moins brève échéance. Le travail avec des leaders locaux et la complicité qui l'accompagne constituent sans doute une des clés maîtresse de la réussite de cette intervention de quartier.

7) En outre, il faut prendre acte ici de certaines méthodes éprouvées de travail en quartier : le porte-à-porte, la force combinée de l'écrit et de l'audiovisuel dans l'intervention (des dépliants écrits à la main, qui personnalisent la relation aux résidents), les rencontres informelles autour d'un café, des activités pour les enfants, la prise de parole organisée des gens dans les rencontres, l'organisation régulière de fêtes, etc.

De façon plus générale, au-delà des ingrédients ayant prévalu à la levée de l'intervention et aux activités mises en branle, y a-t-il eu des éléments plus fondamentaux d'organisation communautaire qui ont joué? Nos travaux en identifient deux 1) la prise en compte progressive

⁷ Ne pas sous-estimer la part de méfiance d'un milieu inscrit depuis longtemps dans un cycle négatif: L'intervenant social est taxé spontanément d'être du bord de ceux qui contrôlent, voire répriment. «Plus tu es défavorisé, plus tu te méfies, mais quand la confiance survient ou revient, elle est indéfectible».

de la culture propre du quartier, de la culture populaire (et la reconnaissance des différences de culture entre les intervenants d'une part et ce milieu de vie d'autre part); 2) une nouvelle approche communautaire globale. Examinons ici de plus près ces deux composantes cardinales de l'organisation communautaire dans Jean Dallaire.

1.7 Pistes d'analyse rétrospective de l'intervention de quartier dans Jean Dallaire

Une approche communautaire de base intégrée

Le point cardinal de l'approche de travail dans Jean Dallaire aura été la mise en place, dans le cadre d'une **approche intégrée** et d'un travail inscrit **dans la durée**, des **instances transversales** autonomes et pérennes : le comité des résidents-es du quartier, une instance politique d'animation du quartier, une référence pour l'ensemble des réseaux, comités de travail et associations du quartier. Le comité est l'animateur et le dirigeant du pôle de développement qu'est la Maison de l'Amitié. Il est constamment à l'affût des nouveaux problèmes et de projets à développer pour les résoudre.

La relance d'un territoire ayant des caractéristiques d'extrême pauvreté nécessite une intervention externe relativement forte et surtout de longue durée parce qu'il n'y a pas de leadership local, parce que l'entraide -sauf l'entraide traditionnelle issue du réseau parental- n'est pas reconnue ni légitimée aux yeux des résidents eux-mêmes, parce que les ressorts de la culture populaire et de l'appartenance communautaire ont été considérablement affaiblis par la double crise du travail et de la ville, sujet que nous traiterons plus loin dans le texte.

Ici il faut expliquer que l'intervention dans une communauté est plus ou moins intense selon le degré de «santé sociale» existant. Plus le diagnostic de pauvreté est sévère, plus l'anomie et la dépendance sont fortes, plus l'intervention conduite devra utiliser les moyens qui lui correspondent.

Quatre niveaux de santé d'une communauté et type d'intervention à privilégier

1. Quartier en bonne santé. Intervention légère sur les facteurs de maintien	2. Quartier en voie d'appauvrissement. Intervention «douce» favorisant la concertation et la prévention sociale
3. Quartier en difficulté (pauvreté présente). Intervention énergique pour faire tomber les blocages à partir des potentialités du milieu	4. Quartier en crise (grande pauvreté). Intervention forte pour recomposer les forces du milieu

L'intervention doit s'effectuer sur plusieurs registres à la fois, si possible simultanément (intervention multiactivités) parce que la communauté est presque complètement désorganisée : ses ressorts et ses dynamismes sont enfouis sous l'insécurité, la stigmatisation, des échecs successifs, la honte et l'isolement. Bref, une culture de la pauvreté faite de résignation et de fatalisme.

- 1) Celui des familles aux prises avec des difficultés conjugales ou d'éducation des enfants.
- 2) Celui des écoles peu accessibles, cultivant les échecs et minées par le décrochage.
- 3) Celui de l'économie locale avec l'inexistence du commerce de proximité.
- 4) Celui de la politique municipale, le quartier étant la conséquence d'une politique de gentrification (développement au bénéfice de l'espace commercial et au détriment de l'espace résidentiel).
- 5) Celui l'économie du centre-ville où s'observe la montée de l'insécurité et de la criminalité.

6) Celui des gouvernements centraux qui désengagent ou délocalisent leurs services publics locaux (écoles, bureaux de poste, etc.) au détriment de certains quartiers et au bénéfice d'autres quartiers (généralement là où la classe moyenne est plus présente).

On comprendra que ce type d'intervention induit une revitalisation qui doit être tout-à-la-fois économique et sociale et se comprendre dans un cadre sociopolitique d'intervention où l'interface entre la communauté qui s'organise et les pouvoirs publics est centrale. Cette revitalisation passe par un certain nombre de facteurs essentiels.

- 1) La recomposition des réseaux sociaux.
- 2) Le travail avec les écoles et auprès des enfants mais aussi avec les écoles dotés de programmes d'éducation des adultes (stimulation de la relation école/travail).
- 3) La reprise ou le démarrage d'une économie de proximité dans le petit commerce (micro-entreprises et maillage entre elles) et les services (halte-garderie et cuisines collectives par exemple).
- 4) La revendication d'un investissement spécifique des pouvoirs publics locaux dans ces quartiers en difficulté et d'une politique de développement de centre-ville qui ne soit pas une politique de laisser-faire dans laquelle le secteur privé occupera fatalement tout l'espace, mais aussi par l'achat et la gestion par les populations locales d'espaces aménageables en fonction de leurs besoins (anciens presbytères, bâtiments appartenant à des clubs sociaux, etc.)⁸.
- 5) Des programmes publics de développement local combinant la formation de la main-d'oeuvre résidente, une intervention vigoureuse sur le bassin d'emplois et la recomposition du tissu social. Acteurs privilégiés: les mouvements sociaux locaux de l'Île

⁸ Par exemple la création d'un fonds de fiducie foncière communautaire ou de coopératives d'habitation.

de Hull; les services de santé et communautaires de première ligne (les CLSC); la CDÉC et des entreprises locales d'économie sociale; et depuis peu le service public de l'emploi (CLE) et du développement local (particulièrement dans son volet «économie sociale») (CLD).

Concrètement, comment opérer le passage d'une communauté désorganisée, sans ressorts ni dynamismes propres, inscrite dans un cycle négatif de changement social à une communauté qui ne se fait plus organiser mais s'organise? Par la constitution de pôles de développement, un comité de résidents-es par exemple, une équipe du CLSC inscrite de façon structurée sur le territoire, un centre communautaire, etc. Par un processus de structuration où de multiples associations s'attaquant à des problèmes spécifiques vont se mettre sur pied à l'initiative de ce ou de ces pôles de développement à l'intérieur d'un horizon commun, l'avenir du quartier.

Il y a donc des conditions à mettre en place pour rendre ce processus opératoire : le repérage de leaders locaux potentiels, des discussions collectives des principaux problèmes et de leurs solutions, le développement d'équipes, de comités de travail, d'activités sociales et culturelles diverses, la négociation avec les autorités locales (municipalité, paroisses, corps policier, services sociaux, institutions scolaires, etc.), les liens entre groupes, les liens avec les médias locaux et régionaux. De plus, une intervention communautaire passe par une phase de gestation de projets, une phase de structuration proprement dite, une phase de mise en oeuvre et une phase de différenciation des projets les uns par rapport aux autres dans le cadre d'une démarche qui se veut cohésive tant sur le registre de l'orientation (l'«empowerment») que sur celui des moyens (des dispositifs organisationnels communs et d'autres sectoriels). Derrière tout cela, à Hull, il y a eu des choix. Le principal a été celui de vouloir **aider la communauté d'abord**, l'aider à se doter des moyens pour s'organiser, organiser en priorité la vie de quartier et ainsi pouvoir aider les personnes **plutôt que d'aider d'abord les personnes**, postulant à tort que ce faisant, on aide toute la communauté.

Quelles ont été les caractéristiques de la démarche initiée dans ce quartier?

En premier lieu, le passage d'une approche centrée sur les personnes autour d'un problème spécifique à une démarche centrée sur une communauté géographique. De sectorielle l'intervention se territorialise. D'individuelle, l'intervention prend une dimension plus collective.

En second lieu, le passage d'une intervention qui carbure principalement à l'urgence, la réponse immédiate et rapide à des besoins immédiats, à une intervention branchée sur la prévention sociale, sur une réponse plus transversale et de plus longue durée.

En troisième lieu, l'émergence d'une approche plus intégrée avec la mise en commun d'une équipe professionnelle multidisciplinaire dans le cadre d'une mixité légitimée des méthodologies d'intervention. Désormais l'intervention sera tout à la fois individuelle, de groupe et communautaire. Une équipe qui se construit dans la collégialité (le partage des informations, des difficultés, des hypothèses de solutions) par delà le clivage classique entre professions différentes.

Mais il y a plus et mieux. Cette intervention s'est voulu de multi-activités. Il ne s'agit pas encore de développement économique communautaire⁹. Il s'agit plutôt d'une intervention de prévention sociale qui ne porte pas encore son nom mais qui agit en ce sens avec la prise en compte de l'environnement social, la reconnaissance et la mise à contribution des réseaux sociaux existants dans le cadre d'une perspective radicalement nouvelle soit intervenir pour développer un milieu d'appartenance, un «vivre ensemble» socialement pertinent¹⁰.

⁹ Ni exclusivement social, ni exclusivement économique, conjuguant les deux en les transformant (Favreau et Lévesque, 1996: XVIII et XIX, 2-3, 57)

¹⁰ Au sujet de la prévention sociale et son croisement avec le développement local, voir Fréchette, 1998 et Favreau et Fréchette, 1996.

1.8 Les limites de l'expérience dans Jean Dallaire

Une vie économique locale en partie ignorée

Un des points faibles de l'intervention dans Jean Dallaire relève de la nécessité d'un travail avec des instances de gouvernance locale au plan économique, par exemple avec une corporation de développement économique communautaire (CDÉC). Car un quartier n'est pas que social. Ou il a une économie locale défaillante ou il a une économie locale en développement, ce qui constitue une des clés de sortie du déclin d'une communauté. Ce n'est qu'après que le CLSC se soit retiré du quartier que la CDEC de Hull a réellement fait son entrée dans le quartier. Une occasion de partenariat manquée entre le CLSC et la CDEC.

Une intervention à consolider par la formation citoyenne des leaders du quartier.

La question de la démocratie au plan local est au coeur du processus d'organisation communautaire et pose nombre de questions comme celle de la place que peuvent et doivent occuper les communautés dans notre société. Celle de l'espace qui permet une citoyenneté locale active et des droits collectifs à côté de la Charte des droits de la personne et son appareil de défense qui tend à judiciaireiser les rapports sociaux entre les individus et l'État (Jenson, 1999). Celle du rôle des comité des résidents. Celle plus large de l'organisation et de l'animation de la démocratie locale à partir d'activités diverses dont les services ne sont qu'une composante.

Ces questions révèlent la nécessité d'initier un processus de formation à la citoyenneté, formation qui ne peut venir uniquement de l'action entreprise mais aussi de rencontres conçues à cet effet. Les organisations de quartiers ont intérêt à maîtriser comment assurer la vitalité démocratique des organisations, comment négocier avec les autorités locales. Elles ont intérêt à connaître quel rôle et responsabilités les gouvernements locaux remplissent, quels intérêts sont plus valorisés et soutenus par la ville, comment bâtir un rapport de force dans une société qui n'est pas faite que de coopération mais aussi de conflits. La formation fait aussi comprendre que les organisations sont partie prenante d'un mouvement, le mouvement communautaire.

2. À PROPOS DE FACTEURS PSYCHOSOCIAUX, ÉCONOMIQUES, POLITIQUES ET CULTURELS EN JEU DANS L'INTERVENTION DE QUARTIER DANS DES COMMUNAUTÉS EN DIFFICULTÉ

Parler d'une communauté pauvre, c'est l'envisager sous deux dimensions. La première est une dimension plus sociale faite de ruptures familiales, d'isolement, d'affaiblissement des liens sociaux (Paugam, 1996; Castel 1995; Lipietz, 1996; Gaulejac, 1989). La prévention sociale comme approche peut globalement s'y attaquer. La seconde est une dimension économique (pas uniquement monétaire) faite de précarité de l'emploi, de chômage de longue durée, de difficultés d'insertion socioprofessionnelle. Le développement local (CDÉC) et l'insertion par le travail (CJE, entreprises d'insertion...) pratiqué depuis une quinzaine d'années au Québec sous l'appellation «développement économique communautaire» intervient sur cette dimension dans une perspective sociale (Assogba, 1999; Favreau et Lévesque, 1996; Assogba et Turcotte, 1996; Favreau et Fréchette, 1995).

À l'aide de cette double perspective, le quartier Jean Dallaire, comme d'autres en Outaouais, participe de la dualisation sociale et spatiale : 1) à côté du travail des uns, une zone occupationnelle faite de précarité du travail (et donc de condition salariale fragilisée)¹¹, voire même une zone d'exclusion (ou de désaffiliation), faite de non-travail¹²; 2) à côté de quartiers de salariés (employés et ouvriers) relativement homogènes et intégrés, des quartiers populaires en difficulté, voire des quartiers de grande pauvreté victimes de ségrégation spatiale (notamment en matière de logement et de services de proximité), faits de vulnérabilité et d'atomisation sociale

¹¹ Caractéristiques : faible qualification de ce sous-groupe de travailleurs, chômage massif, désocialisation.

¹² Caractéristiques : disqualification sociale par absence du travail, désinsertion, perte d'identité. Castel identifie trois zones d'un processus d'appauvrissement adossées à une zone faite d'intégration (un travail régulier et une relative sécurité d'emploi doublée d'une forte capacité de mobiliser ses réseaux sociaux) : 1) celle de la vulnérabilité faite de précarité économique et de fragilité relationnelle; 2) celle de l'assistance où l'aide publique (\$) est ponctuelle et minimale mais où on retrouve déjà une faiblesse de l'inscription sociale; 3) celle de la désaffiliation qui conjugue absence de travail et isolement social.

(éclatement des familles et des réseaux de voisinage, disparition des liens d'appartenance à un espace vécu).

Le quartier Jean Dallaire est une zone fortement inscrite dans une logique de désignation et d'étiquetage (Paugam, 1996). Une majorité de sa population s'inscrit dans des assistances diverses (sécurité du revenu, logement social public, etc.), généralement vécues comme des épreuves humiliantes. De plus, la désignation publique de ce secteur comme zone de grande pauvreté met l'identité sociale de cette population, individuellement et collectivement, à rude épreuve. Les résidents sont considérés comme des «moins que rien». La fragilité n'est pas qu'économique. Elle a une charge symbolique, elle s'intériorise, ce qui n'exclut pas pour autant une marge de manoeuvre .

La problématique basée sur la dichotomie «gens sans aucun pouvoir» et gens disposant de tous les pouvoirs», «dominants» et «dominés», est une problématique simpliste, victimisante et inadéquate. Le pouvoir n'est pas unidimensionnel, ni unidirectionnel : tout processus d'action dispose de moments de réciprocité et de moments de conflits qui changent les deux partenaires et non un seul. Les groupes de citoyens dans nos sociétés ne sont jamais complètement démunis de pouvoir. Ils disposent toujours d'un certain nombre de ressources dont ils peuvent profiter, de stratégies qu'ils peuvent mettre en branle, d'une marge de manoeuvre sociale et culturelle. Et cela même si, à première vue, ils sont et peuvent être perçus comme des victimes de la société (Boyte, NPS, vol.5, #2, ,1992, p.14).

On a vu jusqu'ici des notions nouvelles pour mieux cerner la nature de la question sociale sur laquelle l'intervention de quartier développée par des CLSC en milieu dit défavorisé veut agir : la notion d'exclusion, celle de lien social, celle de ségrégation spatiale, celle d'identité (négative ou positive) et l'idée que la pauvreté est moins un état qu'un processus. Poussons plus loin, en introduisant les notions de disqualification sociale et de transformation sociale des quartiers, de gouvernance locale et de démocratie locale.

2.1 Facteurs psychosociaux: la disqualification sociale et le renversement de l'intervention en ciblant le potentiel de changement

L'intervention communautaire la plus difficile est probablement celle qui vise à aider des populations marginalisées (assistés sociaux, chômeurs de longue durée) à s'organiser. Avec l'appauvrissement des communautés locales, la distance sociale et culturelle qui sépare les intervenants professionnels de ce type de population s'accroît. Une fois admis le caractère structurel de la pauvreté, une fois que l'on a conclu à la pertinence et à la légitimité de s'attaquer à cette structure de la pauvreté par le développement territorialisé, par le rapatriement de services et de moyens financiers dans les communautés, par le développement de l'emploi et par l'action sociale de défense de droits sociaux, il faut mieux comprendre ce que vivent de l'intérieur ceux que l'on qualifie de «pauvres».

Pourquoi parler aujourd'hui de disqualification sociale ? Dans une société axée sur la réussite individuelle, il existe des statuts sociaux dévalorisés, des identités négatives, des gens **socialement disqualifiés**. Pire, l'État n'améliore pas fondamentalement la situation puisqu'il inscrit les pauvres dans une logique institutionnelle particulière, celle d'être des «assistés». La démarche ethnographique et compréhensive de Paugam (1991 et 1999), de Gaulejac (1989) et de Paquet (1990) tout comme celles, plus vieilles, de Lewis (1966) ou de Hoggart (1970) éclairent la question. Paugam nous fait bien comprendre leur statut social dévalorisé et Gaulejac nomme la distance, voire la méfiance des «pauvres» à l'égard des institutions. Paquet identifie la représentation qu'ils se font de la santé et de la maladie et Lewis et Hoggart analysent le style de vie particulier de ce groupe social.

Les chercheurs en psychologie communautaire ont quant à eux mis l'accent sur le processus d'isolement social qui s'enclenche chez les gens aux prises avec des difficultés importantes. On parle d'un processus de rupture de liens avec l'environnement familial ou extra-familial qui mène à une insularisation (Guay 2001) et à une diminution incessante du pouvoir d'agir sur sa

vie et son environnement (Lebossé et Dufort 2001, Fréchette 1999). La perte de pouvoir est souvent associée à un processus de marginalisation. Elle participe alors d'une condition de précarité caractérisée par la fragilité, la vulnérabilité et l'insécurité en raison d'une insuffisance de ressources, non seulement matérielles mais également relationnelles ou psychologiques. C'est par l'intermédiaire de cette notion de précarité que l'on peut le plus justement traduire non seulement les difficultés économiques mais aussi les histoires de vie individuelle ou familiale jalonnées de problèmes existentiels et de ruptures. Cela dit, on ne peut nier que dans la décennie quatre-vingt-dix caractérisée par son contexte de remise en question des services publics et par la fragilisation des réseaux de solidarité familiaux ou de voisinage, l'appauvrissement est le contexte le plus générateur de perte de pouvoir et d'exclusion.

Un travail d'empowerment est indissociable de l'action pour enrayer l'oppression et pour rééquilibrer les pouvoirs au profit des plus démunis (Ninacs 1995, Le Bossé 1996). Il permet de recentrer l'intervention sur une perception des individus et des familles comme porteur de compétences plutôt que de les envisager seulement sous l'angle des difficultés qu'ils éprouvent. Le gain de pouvoir est donc à envisager à la fois selon des paramètres individuels (augmentation des compétences et réflexe d'action) et des paramètres collectifs (modification des rapports de force sociaux). L'intervention qui s'axe sur l'élargissement du pouvoir d'agir insistera donc sur le développement de la participation et de la conscience critique. Ces deux facteurs largement décrits chez Ninacs (1995) constituent des passerelles entre la dimension personnelle et collective de l'empowerment. Un processus d'empowerment opérant au niveau d'une communauté comporte cependant d'autres composantes comme l'intégration, dans les instances décisionnelles, d'individus non perçus comme leaders naturels; le renforcement des réseaux naturels, communautaires et professionnels de soutien aux individus; et l'équité dans la redistribution du pouvoir.

L'intervention de quartier dans un quartier pauvre ne peut faire l'économie d'une réflexion sur le pouvoir, sur la culture et à la façon dont elle subit l'influence de la pauvreté ou l'influence des référents professionnels et sur la solidarité. L'intervention de quartier commande aussi un effort d'analyse macro-sociale pour comprendre la transformation sociale des quartiers en milieu urbain.

2.2 Les facteurs sociaux en lien avec la spécialisation sociale de l'espace urbain

La pauvreté urbaine provient en partie de la délocalisation de certaines activités économiques et de la migration des couches moyennes vers d'autres quartiers ou vers les banlieues. En second lieu, la tendance de nos sociétés est à la spécialisation sociale de l'espace urbain. D'un côté, on assiste à la concentration de la nouvelle économie et des services publics dans les centre-ville, de l'autre côté cette nouvelle économie côtoie la pauvreté. On réfère ici autant à l'ancienne pauvreté des assistés sociaux (pauvreté héritée) qu'à l'autre faite de jeunes chômeurs et de nouveaux immigrants (pauvreté de crise).

L'économie et le travail n'expliquent pas tout. Il faut étudier les autres facteurs qui jouent sur la transformation sociale des quartiers de centre-ville. Y a-t-il sous-estimation de la question urbaine chez les sociologues, comme Castel qui n'aborde la question sociale que par son interaction avec le monde du travail. L'espace vécu des gens n'est pas fait que de travail. Il est également fait d'un espace habité. Des auteurs comme Dubet et Lapeyronnie (1992) nous permettent de franchir quelques pas à ce propos. Partant de là, nous pouvons mettre en perspective ce qui se cache derrière l'émergence et l'évolution d'un quartier comme celui de Jean Dallaire.

Jeunes en difficulté (décrochage, petite délinquance, etc.), chômeurs et personnes assistées sociales, immigrants nouvellement arrivés et surtout concentration spatiale de ces différents groupes sociaux, sont ce qui constitue aujourd'hui la «question sociale». La sociologie des

mouvements sociaux et la géographie humaine traitent généralement ces problèmes à partir des conduites collectives, en cherchant à comprendre la pauvreté à partir des groupes qui la vivent, en les considérant non pas comme «victimes» d'un système, ni comme «agents» d'un système, ni uniquement comme acteurs individuels mais comme acteurs collectifs porteurs d'aspirations, de revendications, de stratégies, de projets à l'intérieur d'un ensemble de rapports sociaux.

La proposition de Dubet et Lapeyronnie, (1992:7), «Jusqu'au milieu des années 70, les grèves ouvrières et l'action syndicale ont dessiné les contours de la question sociale. Puis, brutalement, les banlieues et les émeutes urbaines les ont remplacées. Avec elles, sont apparus, sur le devant de la scène, les problèmes de l'immigration, de la délinquance juvénile et de l'insécurité. Les conflits de travail et l'entreprise ont laissé la place à l'exclusion et à la question de la ville...» est provocante et un tantinet exagérée mais attire notre attention sur autre chose que les seuls rapports sociaux entre le capital et le travail. Ainsi, nous serions aujourd'hui aux prises avec un problème majeur d'exclusion sociale. Par-delà les inégalités sociales, s'installerait une déchirure au sein de notre société entre ceux qui, d'un côté, sont intégrés, les classes moyennes salariées, celles qui sont organisées et qui disposent d'un travail relativement stable et de l'autre, ceux qui sont carrément exclus, l'un et l'autre groupe disposant de ses stratifications et de ses cultures.

Nous sommes de plus en plus dans une société duale plutôt que dans une société industrielle. La dualisation, à un extrême, peut être massive et radicale (cas de certaines villes latino-américaines)¹³ ou sur une pente relativement inquiétante engagée dans cette direction (cas de grandes villes américaines comme New York, Détroit, Miami ou Los Angeles)(Castel 1983) ou une pente encore douce de certains groupes situés socialement en queue de peloton qui décrochent peu à peu comme peuvent l'être les principales villes de France ou du Québec.

Quelles sont les tendances spatiales depuis une quarantaine d'années?

¹³ Formes précaires d'habitat, faible raccordement de la périphérie pauvre (les bidonvilles) avec un centre-ville multifonctionnel et isolement de ces bidonvilles par rapport au marché du travail. Voir à ce propos I. Sachs (dir.) (1996), *Quelles villes pour quel développement*, PUF, Paris.

Nous en mentionnons ici trois.

1- Plusieurs quartiers des centre-ville des années 40, 50 et 60 sont des quartiers ouvriers où se sont souvent constituées de véritables communautés sociales au sens fort de ce terme : une proximité des entreprises (ces quartiers sont industriels et résidentiels) et une organisation de la communauté construite autour d'une culture populaire, d'un sentiment d'appartenance de classe et d'une certaine implication sociale (dans les loisirs et les sports du quartier par exemple), ce qui permet à plusieurs jeunes leaders locaux de canaliser leur révolte dans le militantisme social avec la JOC, des centres sportifs, les syndicats, etc.

Ceux qui ont vécu l'expérience d'organisation communautaire des années 60 dans les vieux quartiers ouvriers du Québec auront reconnu des quartiers comme Hochelaga-Maisonneuve à Montréal ou ceux des centre-ville de Hull, de Sherbrooke, de Québec ou de Trois-Rivières où les ouvriers des grandes entreprises du papier, de la métallurgie, de la construction inspirent des actions collectives et un mode de vie. Pendant cette période, les politiques sociales et les politiques ecclésiales en direction de ces populations sont généralement de laisser à ces associations et mouvements l'initiative de l'action à entreprendre face aux problèmes.

2- Avec le déclin industriel et l'éclatement professionnel du monde ouvrier, ces quartiers vont transiter vers un écart entre l'appartenance à un quartier et l'appartenance à l'entreprise; vers un mode de vie par sous-groupes sociaux (les jeunes par exemple, les gens sur le B.S., ceux qui continuent de travailler durablement); vers un remplacement des intervenants issus du milieu par des intervenants professionnels du travail social, de l'éducation spécialisée, de l'animation sociale et de l'organisation communautaire. Dans les années d'après-guerre, ces communautés solutionnaient leurs problèmes par elles-mêmes ou avec l'aide de la municipalité. Avec le temps, cette auto-organisation et cette aide municipale ou paroissiale sont remplacées par l'État-providence, ses institutions centralisées, ses programmes standardisés, ses services professionnalisés.

3- Aujourd'hui, avec le déclin de l'organisation traditionnelle de ces communautés couplé à l'affaiblissement du mouvement ouvrier, on retrouve de plus en plus la violence urbaine (délinquance de bandes de jeunes, échauffourées, voire émeutes), des révoltes sans espoir, sans projet. Crise du travail mais aussi crise urbaine : les organisations de ces milieux, les politiques sociales et le service public dans ces quartiers évoluent davantage sur fond d'anomie, d'insécurité, d'appauvrissement, de stigmatisation et de différenciation (arrivée de nouveaux immigrants) avec des ressorts culturels et sociaux affaiblis sinon brisés. On comprend alors l'impératif de nouvelles stratégies de revitalisation économique et sociale. Cette évolution peut s'illustrer par le tableau suivant.

Typologie de la transformation des quartiers populaires par génération (1950 -2000)

Dimensions	Génération 50-70	Génération 70-85	Génération 85-00
1. population	plein emploi et classe ouvrière, noyau social de base	classe ouvrière, chômeurs et assistés sociaux	assistance sociale, noyau social de base
2. participation à résolution de problèmes	entraide communautaire et culture populaire d'action collective	déclin de l'associatif traditionnel et montée du service public professionnel; émergence d'organisations communautaires	relance des mvts sociaux et renouvellement des politiques publiques (économie sociale et DÉC)
3. le quartier comme espace	résidentiel et industriel	déclin de l'industrie locale et migration des classes moyennes	addition de couches sociales défavorisées (assistés sociaux, jeunes chômeurs, immigrants)
4. la ville et ses quartiers	homogénéité culturelle et lien entre le progrès économique et le progrès social	différenciation culturelle	spécialisation sociale de l'espace urbain : dualisation sociale et spatiale

Dynamique de transformation dans les communautés en difficulté et reterritorialisation de la question sociale

Si nous en revenons aux communautés en difficulté, nous constatons que, dans un certain nombre de cas, elles sont en voie de devenir des zones marginales, ce qui reflète bien l'écart grandissant entre une urbanisation de plus en plus forte et une industrialisation de plus en plus faible, cette dernière n'étant pas remplacée par un secteur tertiaire public solide mais bien par du tertiaire privé précaire. Cas patent dans Hull des quartiers Jean Dallaire, Fournier, Daniel Johnson, où une partie substantielle de leur population se retrouve dans un processus cumulatif de problèmes vécus par les mêmes groupes (jeunes, assistés sociaux, chômeurs, nouveaux arrivants) dans les mêmes quartiers. Les jeunes de ces quartiers ne développent pas de dispositions à l'action collective organisée dans la veine exploitée pendant des décennies par les diverses jeunesses ouvrières (JOC...). C'est plutôt la frustration qui prévaut comme sentiment premier et la débrouille dans l'économie informelle comme mode de vie et de travail.

Là où les diverses jeunesses ouvrières organisées des années 50-60-70 auront vu dans cette société qui est la nôtre des mécanismes de domination et des adversaires sociaux auprès de qui revendiquer et avec qui négocier, les jeunes «galériens» se représenteront plutôt la société comme une «jungle» dans laquelle on se débrouille comme on peut. Cible dès lors privilégiée de leur mécontentement: la police devient un symbole de la violence et de l'arbitraire de la société dans son ensemble. On doit aussi nommer l'immense difficulté des intervenants sociaux et des enseignants d'établir une relation durable avec les jeunes et les familles en raison de leur imprévisibilité et leur méfiance.

Face à cela, une stratégie est possible, celle de l'insertion, de «l'entrée négociée et conflictuelle dans le système politique» (Dubet, 1992: 165) par l'organisation communautaire de quartier, stratégie capable de s'opposer à celle de la rupture, de la violence sans projet, laquelle ne se transforme jamais en mouvement. Cette violence n'a pas de potentiel de changement social car elle n'entre pas dans une logique de construction de conflits négociés entre deux adversaires. Saul Alinsky avait compris cela dès le début des années 60 en considérant que l'organisation

communautaire est à la fois canalisation de la révolte des uns et réveil des autres (Quinqueton, 1989).

Sans projet et faiblement organisée, cette violence a néanmoins un sens. C'est la voie qui reste quand on ne dispose pas «de la ressource économique du travail et de la grève, ni de la ressource politique du vote» (Dubet et Lapeyronnie, 1992: 180). Des bandes de jeunes se forment en l'absence d'identité construite par l'école et le travail. Des «territoires» possédés en bande dont on se fait les ardents défenseurs deviennent le dispositif de création d'une cohésion et d'une fierté perdues. On y fait des «affaires», on y a des combines de petite délinquance et on y enclenche le bricolage d'une économie informelle. Pour contrer cette évolution, dans des quartiers ciblés, un effort de revitalisation s'accomplit. À partir de l'école, de la paroisse, du CLSC et du poste de police communautaire, toute une recomposition de l'intervention sociale de quartier est à l'oeuvre depuis une vingtaine d'années. L'intervention dans le quartier Jean Dallaire participe à sa façon de cette dynamique de transformation sociale en contexte de crise urbaine.

2.3 Facteurs socio-économiques: le quartier et l'économie locale

Le quartier populaire des centres-villes, en plus d'être un lieu d'intervention des pouvoirs publics sous l'angle de la redistribution, est un espace où des échanges économiques s'établissent. Le quartier est le premier marché des activités économiques, surtout si on mise sur l'intervention de développement économique communautaire:

En quelque sorte la solidarité entre les habitants n'est alors plus cantonnée à la sphère des transferts sociaux (impôts, aide)...elle joue de manière localisée, par le biais de circuits courts de financement en étant directement en prise sur la sphère de la production. C'est là, à notre avis, l'innovation majeure de ce type de stratégie (Jacquier, 1993: 136).

En premier lieu, il faut quitter cette vision de l'économie où la pauvreté est essentiellement et quasi-exclusivement un manque de ressources disponibles pour les personnes, les familles, les

communautés. Cette analyse classique en économie et portée par la gauche traditionnelle en conclue à une critique de la mauvaise redistribution de la richesse par l'intermédiaire des politiques sociales de l'État et à une critique du marché du travail qui ne réalise pas le plein emploi. Cette approche très anglo-saxonne a deux implicites : 1) la cohésion sociale, lorsque le lien social est un déjà-là qui se réalise par le ressort de la vie communautaire et par les valeurs religieuses portées par cette vie communautaire; 2) l'égalité qui importe le plus est celle qui se situe sur le terrain de la consommation.

Or, aujourd'hui, dans nombre de communautés, on observe une décomposition du tissu social. Les dispositifs traditionnels de socialisation que sont la famille, le réseau de voisinage, l'école, la paroisse et le quartier sont ou ont été en crise. On constate aussi que l'enjeu de l'exclusion s'est déplacé des groupes ayant un handicap (physique, intellectuel ou comportemental) vers le monde du travail et sa crise. Le chômage massif n'est plus un simple problème socio-économique, il est devenu un problème politique (Perret, 1995: 63-70). L'égalité ne passe pas que par la consommation de services, elle passe d'abord par l'emploi, et donc par la place que l'on occupe ou non dans le système de production. La question de l'insertion n'a pas trait uniquement aux conditions socioéconomiques (au sens de niveau de revenu), le travail étant un vecteur d'aménagement social et culturel du temps et de l'espace (il produit et accompagne un mode de vie). Le travail conditionne aussi la vie dans le champ politique, il est une condition, certes non suffisante mais indispensable, de citoyenneté active, de participation sociale dans une démocratie. L'ampleur du chômage d'une société met sa démocratie à l'épreuve. Ce qui revient à dire qu'on ne travaille pas que pour gagner sa vie (pour disposer d'un revenu). Le travail a une valeur autre tout aussi significative, celle d'un engagement qui confère une reconnaissance.

Aujourd'hui, il faut donc travailler à la recomposition, entre autres, de l'emploi. Pour ce faire, on devrait : 1) multiplier et élargir les initiatives en direction des entreprises locales, en direction des travailleurs autonomes et, par des mesures actives, en direction des chômeurs et des prestataires de la sécurité du revenu, notamment les jeunes; 2) être en mesure d'offrir une requalification

professionnelle de façon continue; 3) soutenir la qualification sociale et relationnelle de ceux et celles qui se retrouvent en situation de précarité sur le marché du travail.

Les notions d'exclusion, de désaffiliation ou de désinsertion qui veulent traduire la rupture du lien social induite par la pauvreté d'aujourd'hui sont des notions qui aident à poser la question sociale d'une nouvelle manière. Elles sont un révélateur du fait que la pauvreté, par delà le manque de ressources, est un processus (plus qu'un état) fait d'une succession de ruptures d'appartenance avec le travail, avec l'école, avec le quartier, avec ses voisins, voire avec son réseau familial.

Comment s'exprime ce processus? Contrairement à l'approche structurelle traditionnelle dans laquelle l'absence de travail est le déterminant majeur, ou l'approche psychologique ou socioculturelle courante (centrées plutôt sur la rupture familiale et les difficultés des personnes), des auteurs comme Gaulejac et Léonetti (1995) affirment, probablement avec beaucoup de justesse, que les enchaînements fatals peuvent différer d'une personne à l'autre. On parle de dérive progressive qui commence par la perte d'emploi pour les uns, de ruptures familiales et de dévalorisation personnelle pour d'autres, ou encore de sentiment d'inutilité et d'insuffisance de formation qualifiante, sans compter dans un certain nombre de cas de sérieux problèmes de santé. Des propos précédents, on ne peut que tirer la conclusion qu'une intervention en multi-activités s'impose, une intervention à la fois économique et sociale.

3. EN CONCLUSION, DES MESURES PUBLIQUES ET COMMUNAUTAIRES POUR SOUTENIR L'ORGANISATION DES QUARTIERS EN DIFFICULTÉ

Comme dans tous les pays industriels et urbains d'Amérique du Nord ou d'Europe, la proportion des résidents de quartiers pauvres dans les centres urbains du Québec est élevée. On peut affirmer sans erreur que l'exposition à la précarité est considérable. Au Québec, selon les régions, cela peut varier de 10 à 25% de la population de ces villes. On en arrive à ces résultats sur la base d'un certain nombre d'indicateurs classiques soit la démographie de ces quartiers, la structure familiale, la question de l'emploi (taux de chômage et/ou taux d'activité), l'éducation et le logement. Les grandes similitudes d'un pays à l'autre entre les quartiers de ces différentes villes (OCDE, 1998) résident dans une proportion élevée de familles à parent unique, des revenus très bas et un pourcentage élevé de personnes et de familles dépendantes des revenus de transferts sociaux, un faible niveau de mixité socio-professionnelle, une présence significativement plus élevée d'activités économiques informelles, une plus forte incidence de la toxicomanie, l'absence d'entreprises locales (ou une faible présence), un accès difficile à certains services (transport en commun, institution financière, pharmacie, etc.). La différence entre ces quartiers relève principalement du degré d'appauvrissement. Mais le processus est le même et se révèle à travers le cumul des handicaps quant à l'emploi, au logement, à l'éducation. En somme, la disqualification sociale, la spécialisation sociale de l'espace urbain, l'absence de médiation entre les communautés locales en difficulté et les pouvoirs publics forment les caractéristiques centrales de ces quartiers frappés par la crise urbaine.

Politiques générales à mettre en œuvre. Quelques pistes.

Ces quartiers en difficulté ne peuvent s'inscrire dans un processus de développement sans des politiques publiques et communautaires transversales. Pour être en mesure de travailler l'ensemble de la situation (cumul des handicaps), l'intervention doit procéder d'une approche globale. Les politiques sectorielles, davantage conçues pour les quartiers de classes moyennes,

sont de peu d'efficacité dans les milieux marqués par la précarité et encore plus lorsque la pauvreté devient une situation dominante.

1- La prévention sociale

Dans cette perspective, la prévention sociale est une politique centrale à mettre de l'avant. Il est impératif d'intervenir sur les problèmes avant qu'ils aient atteint la gravité de la situation de quartiers d'extrême pauvreté. Il est plus coûteux, plus long, moins efficace de travailler principalement, voire exclusivement dans des quartiers ciblés pour leur extrême pauvreté. Non seulement y a-t-il l'effet pervers de la stigmatisation qui perdure mais l'intervention se centre sur un travail auprès des pauvres au détriment d'une intervention de renforcement des résidents dans leur ensemble et de la citoyenneté en général. La prévention traverse fréquemment le discours politique mais fait rarement l'objet de politiques précises et encore moins l'objet d'un investissement financier qui garantirait l'application de mesures concrètes à cet effet.

2- Une approche globale

Les politiques publiques ou communautaires à mettre en oeuvre doivent travailler simultanément l'intervention sur le bassin d'emploi, l'accès à l'éducation, l'amélioration du logement et du cadre de vie dans une perspective de développement local qui ne divorce pas le développement économique traditionnellement dévolu aux entrepreneurs privés du développement social, le développement de services, traditionnellement confié aux intervenants sociaux.

La mise en oeuvre d'une approche intégrée, **économique** (qui exige des investissements dans l'économie locale et créant des emplois), **sociale** (qui crée des services collectifs de proximité publics ou communautaires branchés sur les besoins sociaux locaux) et **globale**, c'est-à-dire travaillant simultanément sur plusieurs problèmes (Fréchette, 2000). Voilà schématiquement résumées les lignes de force à développer, ce qui nécessite d'accorder une place plus grande à des dispositifs fondés sur le partenariat et à des ententes entre le service public, tous les services

confondus, et le mouvement social local. Le secteur privé doit être mis à contribution dans un cadre surtout défini par les deux autres composantes de la démarche partenariale parce que la logique d'intérêt collectif ou général de ces deux composantes apparaît généralement prévalente.

3- Penser le passage du micro au macro

L'addition de dizaines de petits projets ne peuvent constituer à eux seuls un développement d'ensemble. D'autant que l'action trop strictement locale «s'use d'elle-même si elle ne débouche pas un jour sur d'autres perspectives» (FPH, #18, 1992). Il faut donc que l'action locale de type associatif identifie ses partenaires dans un projet de portée générale : l'université, la municipalité, des organisations syndicales, les paroisses, des organisations professionnelles, des organisations d'économie sociale, des commerçants locaux. La réussite de l'organisation communautaire dépend de certaines conditions : l'existence d'un dispositif socio-politique transversal (un comité des résidents par exemple), une approche intégrée (psychosociale et communautaire), des pôles de développement propres, une aide extérieure en provenance d'équipes multidisciplinaires de professionnels d'un service public de proximité comme le CLSC ou un CLD, la mise à contribution de l'Église locale par l'intermédiaire de la pastorale sociale.

«Le passage du micro au macro, qui est au coeur de nos préoccupations sur le changement social, ne se réduit pas à un changement d'échelle. C'est aussi un changement de nature, d'enjeux, d'acteurs et d'instances, de formes de médiation et de médiateurs...Par exemple, on n'a tendance à penser qu'en matière de changement social, ce qui va du bas vers le haut est positif et ce qui va du haut vers le bas est négatif...» (FPH, #70,1995)

Les politiques à mettre en place ne peuvent se limiter à des énoncés de principes généraux. Elles doivent se traduire en prescriptions concrètes. Ainsi, du côté des politiques des gouvernements centraux, on devrait assurer la récurrence du financement des organisations dans le domaine du développement local et soutenir de façon explicite l'entrepreneuriat collectif. Du côté des institutions locales comme les CLSC, les CLD, les CLE, on devrait stimuler les interventions

territorialisées. Les forces économiques locales auraient avantage, elles aussi, à réviser leur inclusion dans la nouvelle économie sociale dans sa portion orientée vers le développement local ou régional et s'associer à la consolidation des organisations communautaires d'insertion socio-professionnelles. La progression des politiques sociales dans la direction du développement socio-économique créerait un terrain plus favorable à la progression d'un réel développement local. On éviterait peut-être ainsi que des initiatives locales prometteuses n'arrivent pas à se reproduire plus largement et à passer du micro au macro et l'on ferait en sorte que même des initiatives venues d'en haut (macro) aient une meilleure chance de s'enraciner en terreau local. Il s'agit d'un défi que ni l'Outaouais, ni le Québec n'ont fini de relever.

BIBLIOGRAPHIE

----- (1993), *Les Villes-centres des régions métropolitaines du Québec*, octobre, 1993, document présenté au Ministre Ryan par les maires des six principales villes-centres du Québec.

----- (1998), *Intégrer les quartiers en difficulté*, OCDE/Développement territorial, OCDE, Paris.

ASSOGBA, Y. (1999). «Les sociétés de la modernité et l'insertion des jeunes». *Revue Apprentissage et socialisation*. Hull : Université du Québec à Hull. Vol. 19. no. 1. pp. 5-8.

ASSOGBA, Y. et D. TURCOTTE. (1996). *Insertion de l'«autre jeunesse» dans l'Outaouais: le cas du Carrefour Jeunesse Emploi*. Rapport de recherche. Hull : Université du Québec à Hull. 128 pages.

BOYTE, H. (1992), «Organisation communautaire, démocratie et citoyenneté aux États-Unis, *Nouvelles pratiques sociales*, vol 5, numéro 2, p. 14 à 22.

CASTEL, R. (1995), *Les métamorphoses de la question sociale*, Fayard, Paris.

CASTELLS, M. (1983), *The City and the Grassroots: a cross-cultural Theory of Urban Social Movements*, University of California Press, Berkeley.

CHAMBERLAND, C., Dallaire, N., Cameron, S., Fréchette, L., Hébert, J., Lindsay, J. (1993) «La prévention des problèmes sociaux: réalité québécoise» dans *Service social*, vol 42 no 3, p 55-81.

DION, M. (2002) *L'intervention de quartier en Outaouais. Le cas du secteur Jean Dallaire-Front*. Mémoire de maîtrise en travail social, UQO, Gatineau.

DUBET, F. et LAPEYRONNIE (1992), *Les quartiers d'exil*, Seuil, Paris.

DUFORT, F. avec la coll de J. Guay (2001) *Agir au cœur des communautés*, Presses de l'Université Laval, Québec.

FAVREAU, L. et L. FRÉCHETTE (1995), *Pauvreté urbaine et exclusion sociale: pistes de renouvellement du travail social auprès des personnes et des communautés en difficulté*, Cahier du GÉRIS, UQAH, Hull.

FAVREAU L. et Y. HURTUBISE (1993), *C.L.S.C. et communautés locales: la contribution de l'organisation communautaire*, PUQ, Sainte-Foy.

FAVREAU, L. (1989), *Mouvement populaire et intervention communautaire*, Éd. du Fleuve/CFP, Montréal.

FAVREAU, L. et B. LÉVESQUE (1996), *Développement économique communautaire, économie sociale et intervention*, PUQ, Québec.

FAVREAU, L. (sous la dir.), (1995), *Quartiers en difficulté: développement local et revitalisation*, revue *Coopératives et développement*, vol 26, #2., p.1 à 126.

FAVREAU, L. (1995), *Relancer l'économie et l'emploi de nos quartiers par le développement économique communautaire*, CRÉEOM, rapport de recherche, 150 pages.

- FRÉCHETTE, L. (2000), *Entraide et services de proximité*, Collection Pratiques et politiques sociales, PUQ, Sillery.
- FRECHETTE, L. (1999) Empowerment et travail social : une conjugaison d'actualité, dans *Travail social et empowerment à l'aube du XXI^e siècle* sous la dir. de J. Boucher et D. Tremblay, UQAH, Hull, p 22-26
- FRÉCHETTE, L. (1998), *La prévention/promotion, une avenue incontournable en intervention sociale*, Cahier de recherche du GÉRIS, #8, UQAH, Hull.
- FPH, (1992), *Les Organisations non gouvernementales et le changement social: la relation micro-macro*. Fondation pour le progrès de l'homme, Document de travail #18, Paris/Lausanne, 57 pages.
- FRÉMONT, A. (1999), *La région, espace vécu*, Collection Champs, Éd. Flammarion, Paris.
- GAULEJAC.V. (1989) «Honte et pauvreté», dans *Santé mentale au Québec*, 15 (2), p.128 à137.
- GUAY, J. (1984), *Introduction à la psychologie communautaire*, Gaetan Morin Ed., Chicoutimi.
- GUAY, J. (2001) L'intervention de réseau et l'approche milieu, dans *Agir au cœur des communautés. La psychologie sociale et le changement social* sous la dir. de F. Dufort avec la coll. Dfe J. Guay, PUL, Sainte-Foy, p. 249- 295
- HOGGART, R. (1970), *La culture du pauvre, étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, Éd. Minuit, Paris.
- JACQUIER, C. (1993), *Les quartiers américains, rêve et cauchemar (le développement communautaire et la revitalisation des quartiers aux États-Unis)*, L'Harmattan, Paris.
- LE BOSSÉ, Y. (1996) «Empowerment et pratiques sociales : illustration du potentiel d'une utopie prise au sérieux», *Nouvelles pratiques sociales*, vol 9 no 1, p 127-145.
- LE BOSSÉ, Y., DUFORT, F. (2001) Le pouvoir d'agir (empowerment) des personnes et des communautés, dans *Agir au cœur des communautés. La psychologie sociale et le changement social* sous la dir. de F. Dufort avec la coll. de J. Guay, PUL, Sainte-Foy, p. 75-115.
- LEWIS, O. (1966) The culture of poverty, dans *Scientific American*, 215 (4), 19-25.
- LIPIETZ, A. (1996), *La société en sablier*, La Découverte, Paris.
- NINACS, W. (1995) Empowerment et service social:approches et enjeux, dans *Service social*, vol 44 no 1, p.69-93.
- PAQUET, G. (1990), *Santé et inégalités sociales. Un problème de distance culturelle*, IQRC, Québec.
- PAUGAM, S. (1999), «Les nouveaux visages de la pauvreté», revue des Sciences humaines, octobre 1999, p.40 à 43.
- PAUGAM, S. (1996), *Exclusion, l'état des savoirs*, La Découverte, Paris.
- PAUGAM, S. (1991), *La disqualification sociale. Essai sur la nouvelle pauvreté*, PUF, coll. «sociologies», Paris.
- PERRET, B. (1995), *L'avenir du travail*, Seuil, Paris.
- POIRIER, R. (1986), *Qui a volé la rue Principale?*, Éd.

QUINQUETON, T. (1989), *Saul Alinsky, organisateur et agitateur*, Paris Desclée de Brouwer.

SACHS, I. (dir.) (1996), *Quelles villes pour quel développement*, PUF, Paris.

VERSCHAVE, F.-X. (1995), *Il n'y a pas de lumière à tous les étages...(les trois niveaux de l'analyse de Fernand Braudel)*, Fondation pour le progrès de l'homme, Document de travail #70, Paris/Lausanne, 31 pages.

ANNEXE

La pauvreté urbaine se comprend mieux par un cycle négatif de changement social lié aux interventions déstructurantes des entreprises et des institutions au plan local. Elle est affaire de quartier où des facteurs macro-économiques se conjuguent à des facteurs locaux pour structurer ou déstructurer des milieux. Dans le cadre de recherches effectuées ces dernières années dans plusieurs régions du Québec, dont l'Outaouais, nous avons réalisé des entretiens, des visites de quartier et repéré des projets d'intervention novateurs. Nos observations quant à l'émergence de nouvelles formes de pauvreté et leur encastrement dans des quartiers nous ont amené à esquisser les principaux fils directeurs de ce que nous appelons le **cycle négatif** de changement social des communautés locales.

Cycle négatif de changement social

Familles	Des divorces et des séparations : femmes candidates à l'aide sociale; pères de famille de 45 ans et + mis à pied; pourcentage élevé de familles monoparentales et de jeunes couples avec enfants en situation économique difficile.
Écoles	Un fort pourcentage de jeunes en situation de décrochage, la fermeture d'écoles de quartier...
Économie locale	La fermeture de petits commerces (quincaillerie, épicerie...) dans les quartiers. Le déménagement de succursales bancaires vers le centre-ville
Politique de la municipalité	Un développement prioritaire du centre-ville par le secteur privé («gentrification»...).
Économie du centre-ville	Un espace résidentiel grugé au bénéfice de la grande entreprise (privée ou publique). Une augmentation de l'insécurité au sein des populations locales par l'arrivée d'un nouveau type de commerces (bars...) et une augmentation de la criminalité, des «gangs»..
Politiques des pouvoirs publics centraux	Une politique de désengagement (de laissez-faire) : le déménagement de services publics (bureau de poste...) dans d'autres secteurs de la ville...

La pauvreté s'est révélée moins homogène qu'anticipée. Nos travaux ont mis en relief sa complexité, ce qui nous conduit à proposer un profil contrasté de la pauvreté à partir d'une typologie de ces quartiers dits de pauvreté autour de cinq indicateurs:

Typologie des quartiers pauvres en milieu urbain

Type de quartier/ dimensions	Quartiers de grande pauvreté (en crise)	Quartiers en difficulté	Quartiers en voie d'appauvrissement ou d'exclusion...
Situation socio-économique de la population	% élevé familles à parent unique, personnes âgées, assistés sociaux, sans emploi; prédominance du logement social...	% élevé de jeunes en chômage, de décrochage scolaire, de jeunes familles à faible revenu...	situation socio-économique se détériorant un peu plus d'année en année
Situation de l'économie locale	absence d'économie locale, existence d'une économie informelle	économie locale faible	économie locale disposant d'un certain potentiel
Degré de développement de l'infrastructure de services de base	faiblesse marquée des services de base (accès transport local, centre d'achat, garderie...)	faiblesse de certains services de base	services en voie de détérioration
Force du tissu social (cohésion ou appartenance sociale)	tissu social faible, morcelé (délinquance, vandalisme...)	tissu social affaibli	tissu social potentiel assez fort
Vitalité communautaire (organismes de type communautaire)	faible, nécessitant une intervention extérieure forte	organisation communautaire dans certains champs d'intervention	un certain individualisme, capacité de mobilisation forte autour d'enjeux concrets

Cette distinction entre quartiers de grande pauvreté, quartiers en difficulté et quartiers en voie d'appauvrissement, permet de mieux cerner les problèmes sociaux vécus par les familles de milieu défavorisé. Elle fait valoir à nécessité de types différents d'intervention. À une extrémité, les quartiers de grande pauvreté nécessiteront un investissement dans la recomposition du tissu social plus considérable et de plus longue durée. À l'autre, les quartiers en voie d'appauvrissement invitent davantage à un travail de caractère préventif combinant tout à la fois l'«économique» et le «social». Par ailleurs l'intervention de quartier et, plus généralement, l'organisation communautaire de quartiers urbains est susceptible de réintroduire un cycle positif de changement. Si on retient les six mêmes variables de base, on peut traduire ce cycle de la façon suivante :

Intervention multiactivités contrant la pauvreté

Dimensions de l'intervention	Cycle positif de changement introduit par une intervention multi-activités
Familles	Stimulation de la création de réseaux sociaux et économiques : cuisines collectives, maisons de quartier, halte-garderie...
Écoles	Stimulation de la relation positive école-travail par des coopératives jeunesse de service, des maisons de jeunes...
Économie locale	Soutien au re-développement de l'économie de proximité : micro-entreprises (biens et services); maillage entre ces entreprises...
Économie du centre-ville et de la ville	Achat et gestion d'espaces aménageables en fonction des populations locales et du développement du centre-ville simultanément : fonds de fiducie foncière communautaire, coops d'habitation, petits centres d'achats...
Politique de la municipalité	Politique équilibrée d'investissement et de soutien au développement de la ville <u>et</u> de ses quartiers en difficulté.
Politique des pouvoirs publics centraux dans les communautés locales	Politique active de développement des quartiers en difficulté : programmes de soutien à la formation de la main d'oeuvre résidante, aux entreprises locales en difficulté...

Avant-propos

Ce cahier est le produit d'un suivi de plusieurs années de l'expérience d'intervention de quartier dans ce quartier communément appelé Jean Dallaire. Nous remercions toutes les personnes qui ont apporté leur collaboration au cours des années sous diverses formes qu'il s'agisse d'entrevues, d'exposés, de séances d'observation au comité de résidents, de travaux dans le cadre de cours, de l'assistance de recherche. Nous désirons aussi souligner que nos recherches ont été rendues possibles grâce au soutien financier du Fonds interne de recherche de l'UQO et grâce au soutien financier du ministère du Développement des ressources humaines du Canada dans le cadre de la recherche *Renouvellement des pratiques de prévention et d'insertion dans la perspective du développement des communautés locales*.

Table des matières

1. Itinéraire d'une intervention de quartier pendant 10 ans.....	2
1.1 Le quartier Jean Dallaire comme milieu de vie	2
1.2. Émergence et développement d'une équipe d'intervention de quartier au sein du CLSC de Hull (1987-1994).4	
1.3 Chronologie de l'intervention de l'équipe du CLSC dans Jean Dallaire	6
1.4 Des obstacles majeurs rencontrés en cours de route.....	7
1.5 L'organisation communautaire dans le quartier Jean Dallaire	9
1.6 Le point de vue des intervenants ayant œuvré dans le quartier sur les facteur de réussite de l'expérience	13
1.7 Pistes d'analyse rétrospective de l'intervention de quartier dans Jean Dallaire	16
1.8 Les limites de l'expérience dans Jean Dallaire	21
2. À propos de facteurs psychosociaux, économiques, politiques et culturels en jeu dans l'intervention de quartier dans des communautés en difficulté	23
2.1 Facteurs psychosociaux: la disqualification sociale et le renversement de l'intervention en ciblant le potentiel de changement.....	25
2.2 Les facteurs sociaux en lien avec la spécialisation sociale de l'espace urbain	27
2.3 Facteurs socio-économiques: le quartier et l'économie locale	32
3. En conclusion, des mesures publiques et communautaires pour soutenir l'organisation des quartiers en difficulté	35
Bibliographie.....	39
Annexe	42